

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES
À LA VILLE DE PARIS
ÇA SUFFIT !

**"MON SUPÉRIEUR ENTRE
SOUVENT DANS LES
VESTIAIRE ALORS QU'IL SAIT
QUE JE ME CHANGE."**

CETTE SITUATION N'EST PAS ACCEPTABLE.

Rien ne peut justifier des agissements sexistes, du harcèlement sexuel, des agressions sexuelles, de l'exhibition, un viol que ce soit dans la vie en général et au travail

NE RESTEZ PAS SEULE, CONTACTEZ-NOUS !

Victimes ou témoins, ne restez pas isolé.e face à de tels agissements. Essayez d'en parler à vos proches, gardez **trace** de tout ce que vous vivez, constatez et ressentez.

Pour faire respecter vos droits et que ce type de situation cesse, nous vous conseillons de venir nous rencontrer. Regroupé.es en collectif féministe, nous sommes engagé.es et formé.es sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Après rendez -vous, nous pourrons analyser la situation avec vous et déterminer ensemble les meilleurs leviers pour vous accompagner. **Le tout à votre rythme et dans le respect de l'anonymat.**

Pour toutes formes de violences, vous pouvez aussi joindre à n'importe quelle heure le 3919, appel gratuit.



POUR NOUS CONTACTER :
feministesupap@gmail.com

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES À LA VILLE DE PARIS ÇA SUFFIT !



Cette situation est contraire à nos droits :

Car il s'agit d'une situation de harcèlement sexuel, défini par :

« des propos ou des comportements à connotation sexuelle, répétés ou même, lorsqu'ils atteignent un certain degré de gravité, non répétés, tenus dans le cadre ou à l'occasion du service, non désirés par celui ou celle qui en est le destinataire et ayant pour objet ou pour effet, soit de porter atteinte à sa dignité, soit notamment lorsqu'ils sont le fait d'un supérieur hiérarchique ou d'une personne qu'elle pense susceptible d'avoir une influence sur ses conditions de travail ou le déroulement de sa carrière, de créer à l'encontre de la victime, une situation intimidante, hostile ou offensante » (Conseil d'Etat, 15 janvier 2014, La Poste)/ L'article 6 ter de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

ET L'employeur doit respecter son obligation de sécurité, protection et prévention :

"L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.es" (Art. L.4121-1 du Code du travail); « L'employeur met en oeuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants : [...]; 7° Planifier la prévention en y intégrant (...) notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L.1152-1 et L.1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 (...) »

TOUTES ET TOUS, MOBILISONS-NOUS !

**SAMEDI 20/11 DANS LA RUE, DERRIÈRE NOTRE BANDEROLE
VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES À LA VILLE DE PARIS : ÇA
SUFFIT !"**

A Paris, la ville ne met pas en œuvre les moyens nécessaires malgré nos propositions. **Le SUPAP-FSU revendique pour le 25/11**, journée de grève nationale FSU, CGT Solidaires, **un véritable plan contre les violences sexistes et sexuelles et les violences conjugales** qui nous protège vraiment avec :

- le respect des obligations en matière de sécurité et de prévention et de sanction des violences sexistes et sexuelles ;
- la mise en œuvre de la protection fonctionnelle pour tous les agent.es victimes ;
- la garantie de la protection de l'emploi (si l'agente est non titulaire) et de la carrière des victimes, que les violences aient un lien avec le travail ou non ;
- le droit à des aménagements de poste, à des congés, à la possibilité d'une mobilité fonctionnelle ou géographique choisie ;
- la prise en charge médico-sociale et psychologique sans frais à sa charge ;
- l'amélioration de l'accompagnement avec la présence, si la victime le souhaite, d'un syndicat dans les procédures internes de la Ville,
- l'accompagnement des agent.es victimes de violences conjugales (aménagement d'horaires, aide au logement, mesures de protection si les violences ont lieu dans le cadre du temps en télétravail ...);
- de enquêtes sérieuses et impartiales
- un budget ambitieux alloué à un programme de prévention sur tous les sites
- la mise en conformité avec le Code du travail pour des vestiaires séparés.

Pour nous contacter : feministesupap@gmail.com